

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19180 - 74ÈME ANNÉE

Pour faire entendre les revendications de la population

Gilets jaunes : l'urgence de se rassembler autour d'une plate-forme commune



Une délégation de gilets jaunes reçue hier à la Région.

Une délégation de gilets jaunes représentant les quartiers de Vauban, des Camélias et du Ruisseau à Saint-Denis a été reçue par le président de Région, puis une délégation essentiellement composée de « Tous unis pour La Réunion » par celui du Département. Le déroulement des rencontres a été différent, et des désaccords permanents sur la composition des délégations freinent le mouvement. Ceci souligne la nécessité pour les gilets jaunes de s'organiser autour d'une plate-forme partagée par tous collectifs, afin d'apporter

une contribution décisive au projet réunionnais rédigé par une conférence qui ne devra exclure aucune force vive de La Réunion.

Depuis le début de la semaine, le mode d'action des gilets jaunes a changé. Les barrages sont levés, et il ne s'agit plus de rejeter les élus, mais de les rencontrer. Lundi, une délégation est allée à la rencontre du maire de Saint-Denis, Gilbert Annette. Hier, le collectif des quartiers de Vauban-Camélias-Ruisseau de Saint-Denis a eu une réunion

avec Didier Robert, président de Région.

Cet échange a été public, relayé par les réseaux sociaux. C'est la conséquence d'un premier acquis obtenu par le mouvement : la transparence des débats. Didier Robert a rappelé le contenu de ses propositions de son discours du 30 novembre dernier : demande de subvention à l'Europe et l'État pour faire baisser les prix, ouverture d'un débat sur l'octroi de mer et création d'un conseil citoyen consultatif. Or, cette forme d'échange interroge. Écouter un

responsable politique présenter des solutions, c'est précisément ce que la population ne veut plus. C'est une des raisons qui explique le rejet des responsables politiques par le mouvement, car ces derniers portent une responsabilité dans la crise actuelle qui se traduit en particulier par plus de 180.000 Réunionnais inscrits à Pôle emploi.

La sortie de la délégation a été houleuse. D'autres gilets jaunes lui ont renié toute représentativité. Ce manque de confiance est aussi une autre caractéristique du mouvement, qui rend difficile sa structuration.

L'après-midi, c'est un autre collectif qui a été reçu par Cyrille Melchior, président du Département.

Ce dernier a commencé par présenter les actions menées par sa collectivité, mais il a été brutalement interpellé sur la situation de grande pauvreté vécue par de nombreux Réunionnais. Au final, le président du Département s'est engagé à soutenir les revendications de « Tous unis pour La Réunion » dans le domaine de compétence de sa collectivité.

Cette cacophonie freine le mouvement, alors que les gilets jaunes se disent en prise directe avec les préoccupations de la population. Dans ces conditions, le rôle des responsables politiques doit changer. Au lieu de miser sur les divisions en recevant séparément des collectifs, ils doivent aider à favoriser la construction d'une plate-

forme en donnant au mouvement les moyens d'exprimer ses propres revendications.

En effet, pour que le mouvement des gilets jaunes puisse changer la donne, il est nécessaire qu'il puisse se rassembler autour d'une plate-forme commune. C'est ainsi qu'il pourra peser de manière décisive dans le contenu du projet construit par la conférence territoriale, instance prévue par la loi, élargie à toutes les forces vives de La Réunion.

M.M.

Un moyen d'étouffer des revendications légitimes

Qui a intérêt à diviser les gilets jaunes ?

Depuis le début du mouvement, certains tentent de l'infiltrer pour l'utiliser à des fins politiciennes. La ficelle est tellement grosse que la ministre des Outre-mer a dénoncé publiquement cette infiltration, qui étouffe les revendications légitimes posées par les gilets jaunes.

Ces infiltrations entretiennent au sein du mouvement des gilets jaunes un état de suspicion permanente. Elles empêchent de créer la confiance entre les différents collectifs.

Force est de constater que les élus

sont revenus dans la partie. La semaine dernière encore, ils étaient disqualifiés en tant qu'interlocuteurs. Mais depuis le départ de la ministre, c'est vers eux que les regards se tournent.

Hier, le président de Région a indiqué qu'il comptait rencontrer plusieurs collectifs. C'est une manière de légitimer les divisions du mouvement. La démarche de plusieurs maires de rencontrer un ou plusieurs collectifs de leur commune contribue aussi à maintenir cet état de division.

Les gilets jaunes posent plusieurs problèmes de fonds, qui peuvent

être indiscutablement la base d'une plate-forme commune. Ils portent l'exigence de la transparence, pas seulement dans les prix, mais aussi dans les embauches dans les collectivités, et dans les recrutements dans les entreprises du secteur privé. Ils revendiquent des mesures pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités.

Mais il est clair que tant que le mouvement sera divisé, ces revendications auront peu de chance d'être satisfaites.

M.M.

In kozman pou la rout

« La pa la vèye marshé forin k'i done manzé volaye »

Shakinn rantre nou i konpran bien kozman moin la mark an-o la. Si ou i vé out volaye lé zoli épi bien kosto, avèk in bon vyann, i fo ou i done ali manzé konm k'i fo é dopi li lé pti ziska li vien gro. Si ou i atann dé troi zour avan vann ali pou nourri ali konm k'i fo li profit ar pa... Astèr si ni pran lo sans figiré, ni pé dir tout sak ni fé i mérite in préparasyon é pou in bon préparasyon i fol o tan : pou pass in bak i fo kék z'ané, pou vni doktèr i fo ankor plis lo tan é pou fé in moun konpétan dann son métyé sansa dann son fonksyon, ni pé dir i fo lo tan é ankor lo tan. Alor ! Alon pa konfonn la vitèss avèk la présipitasyon é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

La têt lé dur mèm

Un jour quand des historiens vont décortiquer l'actualité du désordre actuel, ils vont bien rigoler. Que constatons-nous ? Annick Girardin a filé la patate chaude aux Collectivités alors que ces dernières n'ont aucune capacité à traiter les problèmes de fond soulevés par le mouvement des Gilets Jaunes. A un an des élections municipales, la pression sur les maires sera maximale.

Le Maire du Tampon a été le premier à recevoir une délégation de manifestants du Tampon. Après l'écoute, il a décidé de relayer leurs doléances auprès du gouvernement. À la Préfecture, Mme Girardin fait le bilan de son séjour, avec à ses côtés, la présence des Présidents du Conseil Départemental et du Conseil Régional. Ce dernier était trop content d'annoncer des décisions qui n'ont jamais été discutées dans les instances démocratiques. Si c'était si facile pourquoi faire venir Annick Girardin ?

Politiquement, il utilise la Région pour fixer ses conditions électorales pour les municipales. Il tente de freiner l'initiative du Conseil Départemental qui signe en ce moment des conventions partenariales avec les Communes. En pleine crise, il annonce que désormais les aides régionales seront conditionnées au principe d'un homme ou une femme une responsabilité. Y compris les aides européennes dont la Région a la charge. Le Député Ratenon a sauté sur l'occasion pour montrer le coté ridicule de la proposition. Il a aussitôt démissionné de son mandat de conseiller municipal. Or, l'opinion a soulevé surtout les importants revenus que les élus s'octroient, en partant du cas de Didier Robert.

Gilbert Annette a compris le piège. Il a été le premier maire à réagir en disant que le président de Région "a failli" et que certaines de ses annonces étaient de "l'enfumage". Depuis le début du mouvement, l'adjoint de Annette et suppléant de Bareigts, Philippe Naillet, a tenu 2 conférences de presse du PS contre les mesures de la Région. Recevant un groupe de Gilets Jaunes, le Maire de la Capitale a annoncé la tenue d'une grande rencontre à la Possession "sous 48 heures". Chacun tente d'utiliser des Gilets Jaunes pour se placer.

Ce petit jeu est très éloigné des préoccupations principales des manifestants. L'un d'eux a dit : zot têt lé dur mèm !

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

La vérité sé pi la vérité kan li suiv lidéolozi dominante

Mon bann dalon, mi pans zot i pans konm moin a popré. Mi pans bann késtyon mi poz amoin dann mon kèr sansa dann mon tête zot osi zot i poz azot bann késtyon-la... Lé normal, nou l'aprann réfléshi dann nout zournal Témoignages é nou l'avé la shans an avoir an parmi nout bann z'ansien demoun kisoï dann nout parti, kisoï dann nout sindika l'amontr anou lo fason la pli korèk posib pou rofléshi.

Nout labitid rofléshi sé sak i apèl la dyaléktik é la dyaléktik i amontr anou lo progré la pa in mèr kalm. La plipar d'tan li vien par l'afrontman bann fors kontrèr, bann zidé kontrèr. Nou l'aprann l sosyété lé divizé an klass : in tan lété la noblèss épi lo klèrzé téi fé la plui konm lo botan, in tan sé la bourjoizi la pran lo pouvoir, ni atann touzour la viktoir lo prolétarya mé èl i ariv pa pou l'instan. Nou l'aprann nout zansète lété anshéné, pli tar angazé, aprésa ésploité é zordi ankor kolonizé épi néokolonizé.

Pou sak i konsèrn anou, mèm apré 1946, nou lé ankor dann l'ésplòitasyon kolonyal épi néo kolonyal é ni domann koman nou va fé pou sort dann in pyèz konmsa. Tansyon pangar lo kolonyalism lé madré : li sort par la port mé li rorant par la fénète. Domann solman bann péi néna lo fran Cfa ousa i inprime z'ot moné : va réponn azot sa i inprime laba dann Chamalières sou l'kontrol lo trézor piblik fransé. Domann azot ankor kisa i komann z'ot rishèss nasyonal, va réponn azot sé l'ansien gouvèrnman kolonyal sansa bann sosyété lo lansyène puisans kolonyal la monté dann son l'intéré... Par o l'aplikasyon in tréyété zot la sign inn avèk l'ot in momandoné..

A ! Mi antan, dann mon zorèye inn-dé apré di amoin sak mi di la pa vré. Poitan si ! Poitan vérité-la bann gran médyà i kashyète sa bien konm k'i fo é nou nout pti voi lé posib pèrsone i antan pa. Mé la pa pou sa ké zot néna rézon é nou tor. Si lété nou k'la rézon é san pour san. Pti marmaye kan moin té i sava shèrch Témoignages, moin té i shant an rotournan : « Témoignages i di la vérité ! ». Faktèr té i rogard amoin épi té i bouz la tête-i fo dir li lété indéksé boug la é son vérité té i sava dann sans son l'intéré. Arzout èk sa li té i fé sa natirèlman an suivan lo kouran bann zidé dominante.

Mi vé arvir in pé dsi kosa i fo fèr é sirtou kosa i fo pa fèr dann la sityasion ni lé é promyé lidé i vien amoin : i fo zap bann zidé dominant sirtou pars sé bann zidé fos, i zèrm dann la tête in minorité i viv é i kalkil solman suivan son l'intéré épi sète zot bann mètr... Zot i oi madam Girardin-in zoli pti fam bien sinpatik é tou-mé oïla lo problèm, èl lé o sèrvis son bann mètr é son bann mètr sé bann profiter néo kolonyal. Atann bann mézir i sava prann épi dékode zot va oir si moin na poin sansa si moin na tor.

Justin